Le peuple valdôtain

1 • **L'Union Valdôtaine,** Mouvement politique qui se rattache aux principes du Fédéralisme global, a comme finalité d'assurer l'épanouissement du caractère ethnique et linguistique du peuple valdôtain ; d'en servir les intérêts culturels, politiques, sociaux et économiques ; de favoriser la coopération entre les communautés ethniques. **2 • L'Union Valdôtaine** s'engage à réaliser la souveraineté politique du Val d'Aoste par les voies démocratiques afin de seconder l'aspiration du peuple à l'autogouvernement dans le cadre d'une Europe unie des Peuples.

20 OCTOBRE 2011 • 0,40 euros • Poste Italiane S.p.A. – Spedizione in A.P. D.L. 353/2003 (conv. in L. 27/02/2004 n° 46) art. 1 comma 1 DCB – AOSTE • LVIII année • N. 18161 **39**

www.unionvaldotaine.org
www.lepeuplevaldotain.com

EDITORIAL

Partager les choix avec la base

Ego Perron

La semaine dernière nous avons réuni deux importants organes du Mouvement, le Conseil Fédéral et la Conférence des Présidents, pour faire le point sur la situation politique et pour partager ensemble des lignes de conduite et d'action sur certains sujets, notamment celui des coûts de la politique, et encore pour choisir ensemble le thème et l'organisation de notre prochain congrès qui se déroulera en décembre.

Je veux avant tout souligner que notre organisation essaie de représenter au maximum notre base. Cela, nous le considérons essentiel pour le bon fonctionnement du Mouvement : comprendre les humeurs, les sensibilités, les attentes qu'il y a chez nos adhérents et ensuite procéder avec des décisions. Même et surtout quand il s'agit de questions politiques.

Nous essayons toujours de concerner tous nos organes dans les décisions. Non pas seulement quand il y a des passages ou des choix politiques, mais également quand il y a des décisions importantes à prendre. Le Comité fédéral examine et discute les propositions de loi avant qu'elles aillent à l'approbation du Conseil. C'est une façon importante de connaître les dossiers et pour constater comment nos élus restent en liaison avec le programme présenté et avec le Mouvement.

Le débat dans nos organes est toujours un moment important de confrontation, même quand on est sur des positions parfois différentes. La richesse de la démocratie réside en cela, pouvoir se confronter et ensuite suivre, quand on l'a fait, la ligne partagée.

Chacun des délégués a la possibilité d'exprimer ses idées et celles de la section d'appartenance, d'apporter ses contributions, de faire des raisonnements et des considérations.

Il revient ensuite aux hommes dans les institutions, aux élus, de traduire en actes concrets les orientations qui sont élaborées et proposées par le Mouvement : c'est là la méthode qu'on suit depuis toujours.

Une attitude sous le signe de la considération pour nos adhérents, pour nos inscrits et aussi pour les organes, comme les sections qui, a travers leur président ou leur délégué au Conseil fédéral, ont toujours la possibilité de faire écouter leur voix et leur opinion.

Peut-être que ce n'est pas un mécanisme parfait, mais c'est quand-même une organisation, celle de l'Union Valdôtaine, qui essaie de valoriser les personnes qui adhèrent à notre Mouvement, de comprendre leurs besoins et de donner des réponses à travers les actions que nous mettons en œuvre.

Budget et mesures anticrise font l'objet de plusieurs rencontres

Fédéralisme fiscal, manœuvres et pacte de stabilité grèvent sur le budget

Le budget concernant l'année 2012 et les mesures anticrise ont fait l'objet d'une série de rencontres pendant ces derniers jours. En effet, l'approbation de la part du Gouvernement régional du prochain budget étant proche, le président de la Région Augusto Rollandin et l'assesseur régional au Budget Claudio Lavoyer ont exposé aux représentants du monde politique, social et de l'entreprenariat valdôtain, les principes qui sont à la base de ce document.

Après les réunions du vendredi 14 et du lundi 17 octobre avec les institutions, les syndicats et les représentants des associations des différentes catégories, le président Rollandin et l'assesseur compétent ont eu, le lendemain, une confrontation avec les Chefs de Groupe au Conseil régional, avec les représentants du Celva et avec les Conseillers régionaux de majorité.

«*Il s'agit d'une rencontre habituelle* – a expliqué le Chef de Groupe de l'Union Valdôtaine Diego Empereur

– qui arrive juste après celle qui concerne les mesures anticrise, pendant laquelle nous avions confirmé le maintien de ces interventions qui grèveront sur le budget pour un montant de presque 130 millions d'euros. Le prochain budget devra prendre en considération trois aspects fondamentaux : le fédéralisme fiscal, les deux manœuvres financières mises en place par le Gouvernement italien en 2011 et, enfin, le pacte de stabilité. De ces trois points, une réduction d'environ 110 millions d'euros sur le budget de la Région se dégageant, les investissements dans le domaine du social, de l'emploi et de l'école ont été cependant maintenus, tandis qu'on a essayé de réduire les dépenses soi-disant "compressibles"».

Comme l'a souligné Diego Empereur, un rôle important sera joué par les organismes locaux : en effet, bien que dans le prochain budget les dispositions de la loi 48 soient sauvegardées, les Administrations locales seront appelées à assumer de nouvelles compétences pour fournir des services.

Situation politique italienne : quel est l'intérêt des Valdôtains ?

Karl Marx a écrit quelque part que « L'histoire se répète toujours deux fois : la première comme tragédie, la seconde comme farce ». C'est peut-être pour rendre hommage à leur ancien maître à penser que les ex-communistes, suivis par toutes les autres composantes de la minorité parlementaire, sauf les radicaux (qui ont déclaré avoir conservé le respect des institutions), ont mis en scène, la semaine dernière, la parodie de l' « Aventino » (une opération masochiste qui, d'ailleurs, en son temps déjà, n'avait eu d'autre effet que d'enlever un souci à Mussolini), en cherchant par la suite (sans succès) à faire « sauter » le vote de la confiance au gouvernement par manque du nombre légal et en succombant enfin lors de la votation. Double faillite, encore une fois, de la tactique mise en œuvre par les anti-berlusconiens pour se débarrasser du premier italien ; une tactique qui, en l'absence totale d'une quelconque stratégie, se contente de répéter le mantra monomaniaque : « Berlusconi deve dare le dimissioni », tout en sachant très bien qu'il s'agit là d'une hypothèse absolument irréaliste. Une éventuelle crise de gouvernement, en fait, mettraient l'opposition dans une situation difficile, puisqu'elle est loin d'être en mesure de prendre la relève, dans un moment particulièrement délicat, avec la perspective de prendre en charge une crise dont l'issue est fort incertaine, et en l'absence d'un projet politique partagé. Le seul élément dynamique qu'on saisit de l'extérieur dans le magma des oppositions, c'est la volonté, diversement déclinée suivant les groupes parlementaires, de changer la loi électorale : mais là aussi, c'est l'imagination la plus débridée sur les solutions à envisager. Sans compter avec la question institutionnelle, qui mettrait le Président de la République dans l'embarras : il se trouverait, en effet, à devoir désigner un nouveau candidat à la Présidence du Conseil des Ministres en suivant les principes de droit d'une Constitution fondée sur un Parlement structuré sur une base proportionnelle, dans un régime de fait où, par contre, le système électoral vise, dans la pratique, à l'élection directe d'un leader choisi entre deux coalitions (le fameux « bipolarisme »). D'où le risque, en cas de crise de gouvernement, soit de devoir proclamer la fin anticipée de la législature et de renvoyer à de nouvelles élections politiques, soit de voir se constituer un gouvernement « de transition », préoccupé uniquement de changer la loi électorale avant d'aller aux urnes. Dans un cas comme dans l'autre, il y aurait une période de vide de pouvoir, qui, dans l'actuelle conjoncture internationale, serait extrêmement dangereuse. L'opposition elle-même a donc intérêt, tout en gueulant contre Berlusconi et les siens, qui ne se privent pas de lui servir quotidiennement des arguments juteux de polémique sur un plat d'argent, de rester à sa place et de se préparer aux prochaines élections politiques, en cherchant à résoudre entre temps ses propres contradictions.

Autre élément de « stabilité », si l'on peut dire, est le régime des indemnités parlementaires, qui établit que les élus à leur premier mandat ne pourront mûrir leur droit à la retraite que si la législature en cours dure au moins jusqu'au mois d'octobre 2012 : ce qui laisse facilement prévoir que les 350 parlementaires (plus d'un tiers du total) qui risquent de la perdre, dans la majorité comme dans l'opposition, ne seraient pas enthousiastes d'un

SUITE PAGE 2

...» fin de citation

lcaveri@gmail.com

«On devrait prendre des conjoints
comme on prend des députés, pour cinq ans ;
après cela, le conjoint essayerait de se faire réélire»
André Birabeau

Contre le grand nombre de divorces dans notre Vallée

Vous trouverez la rubrique **"Nouvelles du Sénat"** à la page 2

NOUVELLES EN BREF

RECENSEMENT 2011 : MODALITÉS DE RENVOI DES FORMULAIRES

L'Observatoire économique et social de la Présidence de la Région rappelle aux citoyens qu'ils peuvent retourner leur questionnaire de recensement, dûment rempli, de deux façons :

- le remettre au centre de collecte communale, qui se trouve en général à la maison communale de leur Commune de résidence. Ils peuvent au besoin consulter la liste des centres de collecte communaux à l'adresse internet suivante : http ://recensementpopolation.istat.it ;
- le déposer dans un bureau de poste.

Ils peuvent aussi le remplir via l'internet et l'expédier par courriel.

Les bureaux de l'Administration régionale ne sont pas habilités à retirer ces questionnaires.

Nous rappelons par ailleurs que vous avez jusqu'au 20 novembre pour retourner lesdits questionnaires.

Du 21 novembre à la date de clôture des opérations de recensement (le 31 décembre pour toutes les Communes sauf Aoste, où les opérations se concluront le 31 janvier), les agents recenseurs s'occuperont de la récupération des réponses non parvenues.

L'Observatoire économique et social de la Présidence de la Région indique que des questionnaires en italien et en français sont disponibles à l'adresse internet suivante : http ://www.regione.vda.it/statistica/recensement2011/questionnaires_i.asp.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez contacter les bureaux de votre Commune ou l'Observatoire économique et social de la Présidence de la Région (tél. : 0165 273615 – recensementpopolation2011@regione.vda.it), ou encore consulter les adresses internet suivantes :
http ://www.regione.vda.it/statistica/recensementpopolation2011_i.asp
ou http ://recensementpopolation.istat.it

SANTÉ : PLUS D'UN VALDÔTAIN PAR JOUR FRAPPÉ PAR UNE ATTAQUE CÉRÉBRALE. LE 29 OCTOBRE À AOSTE « JOURNÉE CONTRE L'ICTUS »

En moyenne plus d'un valdôtain par jour est frappé par une attaque cérébrale, maladie qui dans 70% des cas provoque de graves handicaps.

« *Jusqu'à aujourd'hui* – a expliqué Lorella Zani, présidente régionale de l'association Alice – *ce sont plus de 1.600 Valdôtains qui doivent vivre avec les conséquences provoquées par l'ictus et qui ont besoin d'un soutien fort de la part de leur famille* ».

Pour environ 400 cas enregistrés chaque année, 100 concernent des personnes ayant moins de 54 ans et 30% sont en âge de travailler. Du côté des conséquences irréversibles, 16% des personnes concernées sont hospitalisées dans des centres médicaux ; 72% continuent à habiter dans leur domicile, tandis que 12% ont besoin d'aides et de soutien des membres de leur famille.

L'étude qui s'est déroulée en Vallée d'Aoste sur un échantillon de 1.000 patients frappés par cette maladie depuis ces deux dernières années, relève que les interviewés ont exprimé des commentaires positifs sur l'assistance, tandis que tous ont manifesté la nécessité de thérapies de réhabilitation plus longues. Pour faire comprendre la maladie, Alice Vallée d'Aoste organisera le 29 octobre prochain « La journée contre l'ictus ». Notre siège d'Aoste – a conclu Lorella Zani – de 8h30 à 13h sera ouvert à tous ceux qui désirent s'informer ou se soumettre à des examens cliniques préventifs. « *Nous ne pouvons pas malheureusement* – a-t-elle ajouté – *utiliser notre « ecodoppler » pour la carotide parce qu'il est obsolète ; la Journée sera donc aussi l'occasion pour recueillir des fonds nécessaires pour en acheter un nouveau qui coûte environ 25.000 euros* ».

OBIETTIVO LAVORO NEWS : LES PROJETS POUR L'EMPLOI

Obiettivo Lavoro News, la revue sur l'emploi cofinancée par le Fonds Social Européen, poursuit la description des projets cofinancés par le FSE approuvés par le Gouvernement régional tout récemment. Cette semaine l'approfondissement est dédié à huit projets qui se réfèrent à l'Axe d'Occupation du Programme Opérationnel Occupation.

Le Focus informe que 12 places sont disponibles en Vallée d'Aoste pour les jeunes et les filles d'un âge compris entre 18 et 28 ans intéressés à participer au Service Civil. Complètent l'information la sixième édition de la Semaine Unesco d'Education au développement durable, qui se tiendra du 7 au 13 novembre et l'édition 2011 du projet "Un ordinateur en famille", à travers lequel la Région entend augmenter les opportunités d'information et formation des jeunes et des familles valdôtaines, en les soutenant dans l'achat d'un ordinateur.

Enfin, dans les rubriques sont présentés : le Cours pour commis de cuisine et en salle organisé par la Fondation pour la formation professionnelle touristique, le parcours «Tempo Futuro» pour répondre aux demandes des familles de personnes handicapées et les bourses d'études en faveur des étudiants universitaires.

Les nouvelles offres d'emploi provenant des entreprises valdôtaines disponibles auprès des Centres pour l'emploi sont présentes dans le site de l'Administration régionale www.regione.vda.it sous la rubrique emploi.

Nouvelles du Sénat

Toujours plus difficile !

Antonio Fosson

Il s'avère toujours plus difficile de mener de l'avant un travail sérieux et fructueux dans la situation politique actuelle : tous les parcours et les programmes, les textes législatifs à approuver traînent derrière eux une incertitude de base sur leur éventuelle réalisation. Et cela pendant une période de grave crise économique durant laquelle la ligne politique devrait être précise et assez claire.

Le rejet du rapport économique de l'Etat ou mieux l'équilibre des votes et donc l'arrêt de la mesure est d'un point de vue politique un fait très grave. Il faut dire que l'approbation de ce rapport, c'est-à-dire de ce qui est entré et de ce qui est sorti des caisses de l'Etat est normalement un acte formel, qui ne donne aucune occasion de débat politique ou de choix économiques. Cependant, ce dernier est fondamental d'un point de vue comptable, parce que s'il n'est pas approuvé, il paralyse tous les actes du budget. Habituellement, et en d'autres occasions, l'opposition s'était abstenue sur ce passage parlementaire parce que ce n'était ni le lieu, ni l'heure pour une confrontation.

Mais pourquoi autant de membres de la majorité étaient-ils absents ? Avant tout par négligence (c'est encore pire que par calcul politique !). Beaucoup n'ont pas considéré important d'être présent.

Mais les Parlementaires ne doivent-ils pas être toujours là quand des lois et des décisions déterminantes sont votées pour le Pays ?

La première considération à ce sujet est que le nombre des parlementaires doit être véritablement réduit : de sorte que ce nombre "réduit" aura davantage de responsabilités.

Ou bien étaient-ils absents par calcul politique ? Ceux qui n'expriment pas clairement et de manière responsable leur position ne sont certes pas justifiés à le faire en étant absents. Et que dire du Ministre Giulio Tremonti, le responsable de la mesure, qui était lui aussi absent ? (Ce Ministre participe rarement aux séances et aux votes : cette supériorité qui peut-être est seulement théorique a déconcerté pas mal de citoyens. Comme son absence quand on vota l'éventuelle arrestation de son ancien secrétaire le Député Milanese). Un ministre aussi brillant et important peut-il se placer au-dessus des règles du Parlement ? En effet, au cours du vote précédent, la majorité avait été sauvée grâce à un seul vote supplémentaire.

Et à partir de là ma deuxième observation : la capacité d'organisation, de synthèse et d'unité de cette majorité est vraiment au niveau minimum acceptable. Et il est certain que le fait de continuer ainsi, en ce moment, n'est plus possible.

Et l'opposition ? elle se retire à "l'Aventino" : c'est-à-dire qu'elle renonce à travailler lors des séances et parfois en commission. Mais le fait de ne pas être là sert-il en ce moment ? ou plutôt l'opposition essaye-t-elle seulement de donner un coup d'épaule, à tout prix, à Berlusconi ? Parfois même avec des positions contradictoires : elle n'écoute pas Berlusconi qui à nouveau demande le vote de confiance à la Chambre et au contraire demande et fait voter un calendrier qui impose au Premier et à Tremonti de venir, au Sénat, la semaine prochaine pour faire un compte rendu sur l'état de la crise économique !

Ce qui est sûr, et c'est ma dernière considération, c'est que le monde de la politique a perdu cette semaine encore un peu de sa crédibilité. Et le Pays a perdu encore un peu de temps dans cette course qui se termine pour donner une accélération à sa croissance et à son développement.

SUITE DE LA PAGE 1 • Situation politique italienne : quel est l'intérêt des Valdôtains ?

éventuel recours prématuré aux urnes.

Au point de vue des intérêts de la Vallée d'Aoste, la crise (improbable, pour les raisons qu'on vient de voir) signifierait l'arrêt ou le renvoi *sine die* des dossiers actuellement en cours et la nécessité de devoir repartir de zéro avec des interlocuteurs qui, en tout cas, ne seraient certes pas plus sensibles à nos problèmes que le ministère actuel.

Il y a donc des raisons pour que, dans le « teatrino della politica » aux allures « pirandelliennes » dans lequel nous sommes, bon gré mal gré, tous embarqués, tout le monde souhaite que la situation politique actuelle demeure autant que possible dans un *status quo*, dans le bien comme dans le mal, jusqu'à l'échéance naturelle de la législature, tout en espérant que cela suffise à garder l'Italie des risques de faillite qui s'annoncent pour d'autres Pays.

Joseph Rivolin

COMITÉ DE DIRECTION

Section de Chesallet
Nouveau Comité de Direction

Président honoraire : Camille Mondet ;
Président : Silvano Avantey ;
Vice-présidents : Piero Bal et Davide Piola ;
Secrétaire : Alain Robert Benetti ;
Trésorier : Piero Pellu ;
Membres : Alberto Comé, André Gerbore, Danilo Jayer, Manuela Martinod, Pierino Vagneur, Germain Bal (resp. presse), Loris Salbego (resp. presse) et Emile Barmette (resp. drapeau) ;
Membres de droit : Nelly Celesia, Ivan Gerbore, Santina Polimeni et Diego Empereur.

Conformément aux dispositions de la loi n° 196 du 30 juin 2003, nous vous informons que les coordonnées de ceux qui reçoivent chez eux « Le Peuple Valdôtain » apparaissent dans la liste des adresses de l'Union Valdôtaine. Le titulaire du traitement est le Mouvement politique Union Valdôtaine, 29, av. des Maquisards - 11100 Aoste. Nous vous informons également qu'aux termes de l'article 7 dudit décret il vous est possible de demander à tout moment la modification, la mise à jour ou l'effacement des données vous concernant, en écrivant simplement à **Union Valdôtaine • 29, Av. des Maquisards • 11100 Aoste.**

Le peuple valdôtain

Hebdomadaire de l'U.V. et du groupe de l'U.V. au Conseil régional

Editeur
« Nouvelle Editrice Le Peuple » S.r.l.
27, 29 Av. des Maquisards
Aoste - Tél. 0165.234140
Fax 0165.261469
redaction@lepeuplevaldotain.com

Directeur responsable
Giuseppe RIVOLIN

La page 8 est coordonnée par le Groupe U.V. du Conseil de la Vallée

Enr. trib. d'Aoste n. 2 du 24-5-1954

TIPOGRAFIA DUC
16, Grand-Chemin - Saint-Christophe
Tél. 0165.23 68 88
Fax 0165.18 45 153

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

PUBLICITÉ s'adresser à
MUSUMECI SPA
97, loc. Amérique - 11020 Quart
Tél. 0165.76.12.06 - Fax 0165.76.11.12

ABONNEMENTS
€ 25 Italie – € 30 Etranger

TARIFFE INSERZIONE
TARIFFE A MODULO

CLIENTI LOCALI
• Commerciali € 21,00 al modulo
• Occasionali € 26,00 al modulo
• Finanziari, legali € 31,00 al modulo

CLIENTI NAZIONALI
• Commerciali € 26,00 al modulo
• Occasionali € 36,00 al modulo
• Finanziari, legali € 41,00 al modulo

SCONTI PER INSERZIONI CONTINUATIVE

Questo periodico è iscritto all'Unione Stampa Periodica Italiana

Le projet exécutif vient d'être approuvé

Le château d'Aymavilles sera "restitué" en 2015

La conclusion de la phase de projet qui déterminera le futur du château d'Aymavilles a été approuvée par le Gouvernement régional : les travaux envisagés pour cet édifice permettront une visite de l'architecture du château datant des XV[ème] et XVIII[ème] siècles et, en même temps, la conservation et l'exposition de la collection de l'Académie Saint-Anselme. « *Par l'approbation du projet exécutif des travaux de rénovation et de l'aménagement du musée du Château d'Aymavilles* – a expliqué l'assesseur régional à la Culture Laurent Viérin lors de la conférence de présentation des décisions du Gouvernement régional, le vendredi 14 octobre dernier – *nous posons le dernier élément de connaissance pour la "Restitution" définitive de cet important édifice et à son ouverture au public. Cette intervention souhaite ajouter ce monument au réseau des châteaux et des biens culturels présents en Vallée d'Aoste afin de favoriser le tourisme culturel, qui dans notre Région est en constante croissance, ainsi que les retombées économiques conséquentes qu'il produit sur le territoire* ».

« *Nous sommes en train de travailler dans cette direction* – a conclu l'assesseur Laurent Viérin – *et les données des présences des personnes qui visitent nos biens culturels, qui ont doublé depuis ces deux dernières années, nous encouragent à poursuivre dans cette direction afin de promouvoir des politiques visant à la sauvegarde et à la valorisation de nos biens culturels* ».

Selon les prévisions, les travaux de construction, les interventions de restauration des peintures, le réaménagement des installations et l'équipement du musée seront terminés en 2015 : le château d'Aymavilles pourra ainsi compléter le réseau des biens culturels avec Sarre, Sarriod de la Tour, Verrès, Fénis et Issogne qui avec Quart, Arnad, Pondel et la Porte Prétorienne représentent les investissements sur lesquels l'Assessorat est engagé.

Denis Falconieri

450[e] Anniversaire

Le français langue officielle des Valdôtains

En 1561 le Français devint la langue officielle en Vallée d'Aoste. C'est pour rappeler cet anniversaire fondamental que « Le Peuple Valdôtain » publie une série d'articles parcourant les étapes de l'histoire linguistique et littéraire de la Vallée d'Aoste.

38 - Le journalisme (1850-1900)

Dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, le journalisme valdôtain est nettement marqué par l'opposition politique entre les organes de presse des conservateurs, monopolisés par le clergé, et les journaux des libéraux, qui sont le plus souvent l'expression de quelques personnalités et de leurs comités électoraux.

La prise en main de la rédaction de la « Feuille d'Annonces d'Aoste » par le courant libéral dans les années 1848/49, lors de la première guerre d'indépendance italienne, entraîne l'exode des rédacteurs modérés et la fondation de « L'Indépendant » (1849-1876), qui devient en quelque sorte l'organe officiel de l'évêché. Lors des élections de 1853 la « Feuille d'Annonces » est remplacée par le « Constitutionnel Valdôtain », plus radical et farouchement anticlérical, qui attire les censures ecclésiastiques et arrête ses publications en 1858, à cause aussi de la concurrence de la « Feuille d'Aoste » (1855-1893), organe des libéraux modérés et des catholiques progressistes. Il est remplacé par l'éphémère « Impartial d'Aoste » (1858-1860), nettement rangé aux côtés des promoteurs du « Risorgimento » et sympathisant pour les entreprises de Garibaldi. La fermeture de l'« Impartial », au lendemain de la publication d'une lettre qui, à la suite de l'annexion de la Savoie à la France, pose le problème de la nationalité des Valdôtains, assure à la « Feuille d'Aoste » le monopole de l'information pendant une douzaine d'années, jusqu'à la fondation de l'« Echo du Val d'Aoste » (1872-1889), organe du parti libéral, dont les articles reflètent surtout les positions de la « gauche historique ». Nettement nationaliste, il sera remplacé par le premier journal en langue italienne : « L'Alpino » (1890-1912). Plus radical encore que l'« Echo », « Le Patriote » (1882-1886) prétend représenter l'ensemble des courants du parti libéral, sans toutefois y parvenir ; tandis que l'éphémère « La Vallée d'Aoste », qui ne dure que quelques mois (1891), est le porte-parole personnel du député Compans de Brichanteau. Le conservatisme de la « Feuille d'Aoste » étant jugé excessif par les catholiques libéraux, ceux-ci fondent « Le Valdôtain » (1888-1893) : ces deux journaux finissent par se fondre dans « Le Duché d'Aoste » (1894-1926), organe de l'évêché, destiné à devenir l'instrument d'information le plus efficace pour combattre le libéralisme et le socialisme, dont la publication ne sera arrêté que par le régime fasciste.

On peut se demander quelle est la force de pénétration de cette extraordinaire quantité de journaux dans les milieux populaires. Probablement ils sont assez répandus, car l'alphabétisation est très poussée : dans les 73 Communes de la Vallée on compte 179 écoles de village en 1860. Au moment de la proclamation du Royaume d'Italie, les analphabètes ne représentent que 20% de la population valdôtaine, contre une moyenne nationale de 78%.

(38 – à suivre)

Assemblée des Présidents de Sections

«La pyrogazéification, une technologie qui n'est pas nocive pour la santé»

Pas que les coûts de la politique : l'assemblée des Présidents des sections de l'Union Valdôtaine de mercredi dernier, 12 octobre, a abordé également d'autres thèmes importants de l'actualité valdôtaine. Un en particulier, le système de pyrogazéification qui est au centre d'un débat politique important.
«C'est une situation difficile à gérer - a dit le président de l'Union Valdôtaine Ego Perron - *parce que l'information à propos de ce sujet si délicat n'est pas correcte». Le Président du Mouvement a parlé surtout des malentendus sur les conséquences sanitaires que le système de pyrogazéification pourrait entraîner sur la population. «Une absurdité* – a dit encore Perron – *qui est sans fondements, mais le message qui est véhiculé le plus souvent est malheureusement celui-là. Il faut que les Unionistes s'interrogent sur les solutions à trouver pour résoudre ce problème».*
Et le problème, en effet, est "difficile" : et sur la question, l'Alpe a lancé une campagne intense qui veut aboutir à un référendum d'abrogation de la loi qui a porté à la naissance du système de pyrogazéification.
Le parti d'opposition est en train de recueillir les signatures qui pourront aboutir à un référendum *«Il serait difficile, en ce moment, d'obtenir un bon exploit dans ce cas.* – a dit le président de la section de Saint-Vincent Stefano Juglair – *En 2007, à l'occasion du référendum pour la construction d'un nouvel hôpital, le message qu'avait fait passer l'Union Valdôtaine avait marqué la population. Mais aujourd'hui, c'est différent : il y a quatre ans, on avait proposé une consultation populaire politique, maintenant on parle de quelque chose de technique. Et, en plus, le message de l'opposition est clair : c'est nocif pour votre santé. Et comme le référendum du mois de juin sur le nucléaire l'a prouvé, dans ce cas-là, une bonne partie des citoyens a une réaction différente. Ils préfèrent ne pas se faire trop de soucis et dire "non" sans trop réfléchir sur la validité du projet, comme dans le cas du système de pyrogazéification. Quand on touche le domaine de la santé* – a dit encore Stefano Juglair – *c'est une campagne bien plus difficile».*
Le message que l'Union doit faire passer est que la pyrogazéification n'entraîne pas des problèmes de type sanitaire. *«C'est à partir de là que nous devons travailler* – a dit Eleonora Preti, trésorière de la section de Pont-Saint-Martin – *au niveau de l'opinion publique plutôt que sur les données techniques dont on a parlé jusqu'à maintenant».*

Cours de politique
En clôture de la séance, Laurette Proment a parlé des cours de politique qui débuteront au mois de novembre. *«On a envisagé quatre ou cinq leçons à proposer aux Unionistes, qui devraient se tenir le vendredi soir jusqu'à la mi-décembre».* Parmi les propositions des Présidents des sections, un chapitre dédié à la communication et aux nouvelles technologies et une leçon sur l'histoire contemporaine de la Vallée d'Aoste.

Les coûts de la politique : les Présidents des Sec

«Il faut introduire des r mais sans tomber dans

Les coûts de la politique, depuis quelque temps, sont devenus l'un des sujets les plus importants que les médias nationaux et internationaux traitent avec le plus grand intérêt. Pendant une période de crise économique comme celle que l'on est en train de vivre, la décision de "couper" les "coûts de la politique" est inscrite dans l'agenda de plusieurs mouvements et partis politiques.
Et ce thème ne pouvait pas être abordé par l'Union Valdôtaine sans un débat interne important, comme ce fut le cas mercredi dernier - 12 octobre - pendant la conférence des Présidents des Sections du Mouvement qui s'est déroulée dans la salle des écoles moyennes du Villair de Quart.
Un débat qui a débuté avec les explications du président du Mouvement Ego Perron, qui 48 heures plus tôt, pendant le Conseil Fédéral, a souligné son point de vue.
«Il existe une sensibilité au sein de l'opinion publique à propos des coûts de la politique - a dit Ego Perron - *et l'Union Valdôtaine ne peut pas éviter d'aborder ce sujet, mais plutôt trouver des solutions concrètes pour répondre à une nécessité réelle de la part de la population. Mais il faut faire attention à ne pas tomber dans la démagogie et dans le populisme : le problème existe, mais ce n'est pas en l'affrontant à toute vitesse qu'on le résoudra de la meilleure façon. Le Comité Fédéral de l'Union Valdôtaine, qui s'est réuni plusieurs fois pendant cette période, en a parlé très souvent. On a essayé de trouver une solution, en envisageant une diminution des indemnités des Conseillers régionaux. On peut parler et discuter aussi d'une diminution de ces Conseillers, mais il faut être réalistes : pour faire ça, il faut une réforme du Statut de la Région, qui comme vous le savez très bien est une loi qui a la même valeur que la Constitution. Changer le nombre des Conseillers est peut-être une solution, mais à long terme».*
Et la base Unioniste que pense-t-elle de ce problème? Des réponses, à cette question, on en a trouvé plusieurs pendant la réunion de mercredi dernier. Plusieurs Présidents de sections ont pris la parole pour rapporter l'opinion de leurs amis (ou une opinion strictement personnelle) à ce propos. Et l'idée générale est bien identique à celle d'Ego Perron : problème à résoudre – bien sûr – mais en évitant de se faire "prendre par l'enthousiasme".

LES OPINIONS

Germain Vuillermoz de Gignod, président de la section du Grand-Combin, a eu l'honneur d'ouvrir le débat.

«Je crois que ce message important doit arriver directement de ces personnes qui maintenant sont sous le regard de tout le monde : les politiciens. Ce serait très bien que les Conseillers régionaux acceptent cette proposition, qu'ils prouvent leur bonne volonté à la population. Mais le rôle primaire de cette opération doit venir directement des Conseillers de l'Union Valdôtaine : ce serait grave de devoir subir une proposition de l'opposition dans ce sens. Nous devons agir les premiers».

Alessia Démé, représentant la section de Brissogne, a souligné le risque *«que l'antipolitique prenne l'avantage dans le dialogue social, ce qui serait terrible. Mais la politique doit revenir à son rôle primaire : le travail pour le bien public. Et dans cette situation particulière, c'est bien les politiciens qui doivent faire le premier effort afin de donner le bon exemple aux citoyens. Nos Conseillers régionaux, par exemple, pourraient bien renoncer à leurs "benefits". Et, personnellement, je trouve que 35 conseillers, c'est trop en ce moment : il est peut-être temps d'envisager une réforme dans cette direction».*

René Praduroux, président de la section de Hône et Bard et ancien conseiller régional, a pris une position plus objective.

«Le problème existe, certes. Comme il est indispensable que la politique fasse en premier des sacrifices dans cette situation économiquement difficile. Mais il faut faire attention à ne pas croire à toutes les choses que les journaux reportent : trop souvent, en effet, la politique devient le "bouc émissaire" de tous les problèmes de la société».

Matteo Carrel, président de la section de Pontey, a proposé une autre solution, ou mieux : une solution ultérieure.

«Le Conseil de la Région, c'est très bien. Mais même au niveau communal on doit donner un signal précis. Chez nous, à Pontey, le syndic et son adjoint ont récemment réduit leurs indemnités de 40%. Et les habitants de la Commune ont apprécié ce geste».

Agostino Scalfi, vice-président de la section d'Arvier, a ouvert le débat sur un autre sujet : celui des Conseils d'administration et sur les sociétés appartenant à l'Administration publique.

«C'est là que les ressources sont trop souvent dépensées de manière inopportune, surtout pendant cette période. Combien de personnes sont insérées dans les Conseils d'Administration des sociétés publiques? Et quel est leur travail et leur apport effectifs au sein de ces sociétés? A mon avis, c'est bien dans ce domaine qu'on doit réduire les dépenses».

Antonio Feder, président de la section de Fénis, a une autre idée : celle de raisonner sur le problème, mais en évitant que la "rage du moment" puisse devenir - à son tour - le problème.

«Trop souvent, on parle de chiffres, mais connaissons-nous en effet le montant des indemnités des Conseillers et des Parlementaires? Il est facile de crier au scandale, quand on ne connaît pas bien la vérité. Qu'on fasse de la clarté sur ce point, avant de continuer à débattre sur des données qui ne sont peut-être pas correctes».

Plus modéré - conscient de la longue carrière politique et administrative - l'ancien syndic de Doues (et maintenant secrétaire de la section locale) **Eugenio Isabel**.

«Nous devons être plus précis que ça. - a dit Isabel – *Sommes-nous sûrs que les éventuelles coupures des indemnités susciteraient le bonheur dans les comptes de l'Etat et de la Région? Ce n'est pas certain. L'argent dont on a besoin est malheureusement bien plus important que celui que l'on obtiendrait de cette façon. On ne peut pas penser réaliser la politique de la réduction des dépenses en insistant*

ctions donnent leur point de vue

réformes, la démagogie et le populisme»

seulement à ce niveau. C'est vrai, la réduction des indemnités doit se faire, pour donner l'exemple. Mais, nous ne parviendrons pas à résoudre tous nos problèmes avec ce simple geste».

Stefano Juglair, président de la section de Saint-Vincent, a repris les mots d'Agostino Scalfi.

«Les Conseils d'Administration sont le véritable problème à résoudre. - a dit Juglair *- Trop de personnes, là-dedans, trouvent un boulot qui n'existe pas. En ce qui concerne la diminution éventuelle du nombre des Conseillers régionaux, je ne suis pas trop d'accord: une diminution dans ce sens, c'est une diminution de la représentativité de la population. Plus de conseillers, c'est simplement plus de démocratie».*

Même opinion pour le président de la section d'Etroubles **Marco Calchera**.

«Du point de vue strictement réaliste, quelle conséquence aurait une diminution des Conseillers régionaux? Si on envisage cela, le dernier élu de la liste de l'Union Valdôtaine aurait un grand nombre de préférences personnelles. Et comment un changement générationnel pourrait-il se faire, au sein de cet organe, si pour y entrer on a besoin d'un nombre de préférences impossible à atteindre pour un jeune? C'est sûr, on doit faire quelque chose du côté des indemnités: le premier parti qui abordera sérieusement le sujet aura avec lui l'opinion publique. Il faut que nous proposions quelque chose, au plus tôt, sur la question. Il ne faut pas que quelque chose nous soit imposé».

Christian Diémoz, président de la section de Saint-Martin-de-Corléans à Aoste, invite tout le monde à ne pas se faire prendre par la nécessité d'agir trop vite.

«On risque de faire la même erreur que l'Italie a faite au début des années quatre-vingt-dix. Vous vous souvenez? C'était la fin de la Première République, et la politique était devenue la chose la pire au monde. On avait pensé mettre l'administration dans les mains des dirigeants: des fonctionnaires préparés, bien sûr, et payés mieux que les syndics, dans certains cas. Bien, l'idée n'a pas été très bonne, et de plus en plus de personnes ont compris ça. Le risque, quand on veut faire une chose trop rapidement, c'est de se tromper. Même du côté des indemnités: les assesseurs régionaux, les syndics et le Président du Gouvernement ont des responsabilités civiles aussi. Et ils méritent leur rémunération. Les Conseillers ont eux aussi une responsabilité, même si "seulement" politique. Peut-être que, dans cette période, s'ils renoncent aux "benefits", ils pourraient faire une bonne action vis-à-vis de la population».

Si pour Christian Diémoz il est nécessaire de ne par trop courir pour ne pas se tromper, pour le président de la section de Nus **Marco Deval** le temps pourrait poser un problème.

«Je ne suis pas pour la réduction des conseillers – a dit Deval – *mais plutôt pour une diminution de leurs indemnités. Mais je suis convaincu que c'est ce Conseil, cette législature, qui devra œuvrer pour cette réforme. Il ne faut pas attendre 2013: le signal que ce renvoi pourrait donner à la population serait très négatif pour nôtre Mouvement».*

Franca Borre, de la section d'Arpuilles, est aussi favorable à une diminution de ce type de dépenses. *«Mais il faut se rappeler que les*

dépenses qui grèvent lourdement le budget de l'Administration publique ne sont pas celles-ci. Il faut que la classe politique s'interroge sérieusement sur les solutions à trouver pour remettre les comptes dans un bon état de santé».

Laurent Chuc, président de la section de Charvensod, a trouvé un sympathique parallélisme pour mettre en évidence le problème des comptes publics.

«Les "salaires" des politiciens, c'est comme la pointe d'un iceberg. Ça peut sembler très grand, mais le pire est en dessous, et on le voit pas très clairement. Le pire, dans notre cas, c'est les indemnités des conseillers d'administration, qui créent des dépenses lourdes et que trop souvent on ne détecte pas. Plutôt, j'aimerais savoir ce que pensent nos alliés à propos de cette option? Parce que je n'aimerais pas que l'Union Valdôtaine envisage une réduction des coûts de la politique et, une fois de plus, la paternité de cette opération est de Stella Alpina, du PdL ou de Fédération Autonomiste».

Pour répondre à cette question, le président de l'Union Valdôtaine Ego Perron a fait le point de la situation. «*Une situation plutôt claire* - a dit Perron - *parce que, à un moment donné, seul le Popolo delle Libertà a proposé un projet dans ce sens. Ce n'est pas celui du conseiller Enrico Tibaldi, mais c'est quelque chose de concret que ce groupe nous a proposé. Quant à Stella Alpina et à Fédération, leur position n'est pas très claire en ce moment».*

Le dernier orateur qui a pris part au débat a été le président de la section de Challand-Saint-Anselme, **Agostino Grosjacques**, qui a souligné un autre aspect: les Communes.

«Cet été, on a souvent entendu parler de regrouper éventuellement les petites Communes comme la nôtre. Je crois que l'esprit fédéraliste de l'Union Valdôtaine est contre cette éventualité, parce que ce sont ces Communes qui font la force de notre Mouvement et celle de la Vallée d'Aoste en général. Et, à ce propos, je voudrais dire une autre chose qui pourrait sembler impopulaire, en ce moment, mais que beaucoup de personnes, j'en suis sûr, partagent. On ne peut pas toucher aux indemnités des administrateurs communaux. Trop souvent, en effet, le travail d'administrateur est du simple bénévolat. C'est un engagement à quelques euros, qui souvent ne servent pas à couvrir les dépenses. Si on enlève aussi ces petites choses, on risque de ne voir plus personne s'engager dans l'administration des Communes. Et c'est un risque qu'on ne peut pas se permettre».

PUNTO FOTOVOLTAICO®

La più qualificata
rete di punti vendita
dedicata al fotovoltaico

AOSTA
Via Roma, 7 - Tel. 0165 524915
aosta@puntofotovoltaico.it

Numero Verde
800 984 587

www. puntofotovoltaico.it

La section de Saint-Christophe au "Retour des Alpages" d'Annecy

Le samedi 8 octobre dernier, le "Retour des Alpages" d'Annecy a vu la participation d'un nombreux public. Et à assister, à la traditionnelle "desarpa", il y avait aussi une délégation de la section de l'Union Valdôtaine de Saint-Christophe - une cinquantaine de personnes au total - qui n'ont pas voulu rater ce rendez-vous très caractéristique de la ville de la Haute-Savoie.
Et a pluie incessante n'a pourtant pas gâché l'esprit de fête de la journée, qui est née pour remercier les volontaires et les simples participants qui - le 31 juillet dernier - avaient assisté à la fête de la section organisée sur l'espace vert du Croux de Saint-Christophe.

«Des journées comme celles-ci - a dit Cristina Viglino, président de la section - *sont très importantes pour conserver un lien étroit avec les inscrits. Ce sont des moments de joie et d'amitié, pendant lesquels on peut bavarder simplement mais parler aussi de choses plus sérieuses, comme des différents sujets qui sont à la une du scénario politique régional. C'est de cette manière* - a dit encore Cristina Viglino - *que les jeunes peuvent s'initier au monde de l'Union Valdôtaine, un monde baigné par ce genre d'idéaux et de convictions qui ont fait l'histoire de notre Mouvement».*

La Section de Cogne a commémoré Celestin et Valentine Dayné

L'Union Valdôtaine se souvient de ses hommes

On était en1990 quand Celestin Dayné est décédé. Plus de vingt ans après, le nouveau Comité de direction de la Section de Cogne et l'Administration communale de Cogne ont décidé de lui rendre un juste et respectueux hommage, ainsi qu'à sa sœur Valentine, avec une cérémonie solennelle et l'inauguration d'une plaque commémorative posée à l'entrée de la Maison Gerard-Dayné.
Beaucoup d'unionistes, parmi des autorités, des inscrits et des sympathisants, ont participé, le samedi 15 octobre dernier, à la cérémonie : le rendez-vous étant au cimetière de Cogne pour le dépôt d'une gerbe, le cortège, précédé par les drapeaux de plusieurs Sections de l'Union Valdôtaine, s'est ensuite déplacé vers la Maison Gerard-Dayné, l'ancienne demeure que les Dayné cédèrent à la Commune de Cogne et qui, à présent, accueille des expositions, des manifestations et des conférences.
Comme l'a rappelé dans son allocution le président de la Section de Cogne Dante Gerard, «*Ancien syndic de Cogne, conseiller et assesseur régional, Celestino Dayné est un exemple de générosité et de véritable amour pour notre Commune, dont il fut le syndic à différentes périodes entre 1946 et 1971. Tous les Cogneins doivent être orgueilleux d'avoir eu un tel citoyen, de par sa dignité, son éthique et sa morale et pour le respect qu'il manifestait également envers les personnes et leurs différents idéaux. Celestin était toujours prêt à prendre un certain recul quand les vicissitudes de la politique et les personnalismes le demandaient. Rendre hommage à Celestin Dayné signifie remercier un homme qui, pendant son intense activité politique, a contribué à la croissance et au développement politique et administratif de notre communauté».*

Après les discours du président du Mouvement Ego Perron, qui a souligné l'importance de rappeler nos anciens, et du président de la Région Augusto Rollandin, qui a mis en évidence le rôle des Communes dans notre territoire et des personnes qui les administrent, la plaque commémorative a été dévoilée avec en fond sonore les notes de l'hymne *Montagnes valdôtaines*, que les présents ont spontanément entonné.

À gauche les autorités présentes à l'inauguration de la plaque à la mémoire de Célestin et Valentine Dayné. À droite, le défilé des drapeaux de l'Union Valdôtaine. En bas, un moment de la cérémonie

L'assesseur Giuseppe Isabellon : «Merci aux éleveurs des vaches valdôtaines»

C'est l'un des événements les plus attendus, et pas seulement pour ceux qui appartiennent au monde agricole, qui va bientôt avoir lieu. Comme cela se produit depuis plus de cinquante ans chez nous, le Combat final, c'est-à-dire la grande finale du tournoi annuel des Batailles de Reines, sera, pour nous tous, une nouvelle occasion d'admirer la force et la beauté des vaches valdôtaines, et surtout de celles qui par mérite ont remporté le droit d'être présentes à ce dernier acte et qui sûrement donneront le meilleur d'elles-mêmes pour devenir "la" meilleure.
Notre gratitude va également et surtout aux éleveurs qui sont parvenus à centrer l'objectif. Le fait d'être présents à la Finale est sans aucun doute une grande satisfaction parce que cela signifie que l'engagement a porté ses fruits et la saison des Batailles a été excellente. Pour ceux qui obtiendront les précieux titres, cela signifiera garder ce souvenir qui sera gravé en eux et au sein de leur famille pour tout le reste de leur vie. Les milliers de spectateurs qui, à chaque édition de cette manifestation, sont là pour nous honorer de leur présence sont le plus beau témoignage de ce que cet événement représente pour notre culture rurale. Malgré les années qui passent et les modes de vie qui changent, l'affection, la passion, l'intérêt ou la simple curiosité restent immuables et servent plus que n'importe quel discours à prouver que les Batailles représentent une partie indélébile de notre histoire et de notre tradition rurale. Traditions dont nous devons être particulièrement fiers et qui ont contribué de manière significative à préserver notre territoire, comme un bien et un patrimoine appartenant à chacun.
Par conséquent, à tous ceux qui participeront à l'événement, ainsi qu'à l'Association Amis des Batailles de Reines qui comme toujours fait preuve d'un engagement et d'une passion sans failles, j'adresse mes remerciements les plus chaleureux parce qu'encore une fois, ils contribueront à donner vie à une grande journée de fête qui nous offrira la joie d'être ensemble et des instants mémorables.

Giuseppe Isabellon
Assesseur à l'Agriculture et aux Ressources Naturelles

Dimanche la finale régionale du Concours des Batailles de Reines

Cobra tente le "triplé" : mais attention à Feisan

Après 21 concours éliminatoires, à plus de six mois du début du 20 mars dernier à Pont-Saint-Martin, la saison des Batailles de Reines s'achèvera dimanche prochain, 23 octobre, avec la finale régionale qui se déroulera - comme la tradition l'exige – à partir de 13h dans l'arène Croix-Noire d'Aoste.
Une finale qui aura comme protagonistes les 210 vaches qui se sont qualifiées pendant la saison, auxquelles il faut ajouter les trois reines sortantes de 2010. Et c'est bien les trois reines de 2010 la "nouveauté" de cette année : le 24 octobre dernier, en effet, une seule des trois reines de 2009 fut capable de défendre son titre. Cobra, de la Maison La Borettaz de Gressan, reine des reines en 2009 déjà, avait été capable d'une double victoire qui dimanche la couronnera - de droit - comme la favorite de cette édition 2011 de la finale.
Cette année, outre à Cobra, Rubis de Stefano Pepelin et Pinson - encore de La Borettaz - seront à la Croix-Noire pour défendre leurs titres gagnés il y a un an.
Trois reines sortantes, auxquelles il faut en ajouter deux autres : non, il n'y a que trois catégorie, mais il faut avouer que dimanche, on aura cinq reines sortantes. Incroyable, mais vrai, parce que les deux reines 2009 absentes l'année dernière sont heureusement de retour.
Feisan de Michele Bionaz de Brissogne et Monella d'Aurelio Crétier de Saint-Christophe, le 15 août dernier, ont gagné respectivement les concours de premier et de deuxième poids pendant la "nocturne" de la Croix-Noire d'Aoste. Un succès d'une importance capitale à 666 jours de leur dernière victoire sur cette même pelouse. Une pelouse, celle de la Croix-Noire, que Feisan et Monella retrouveront dimanche, à 69 jours de leur qualification, et sur laquelle elles tenteront de secouer les reines de 2010.

Cobra favorite, mais…
Cobra est la favorite numéro 1 du combat de dimanche. Tout d'abord, le 1 ce sera - encore une fois - le numéro qu'elle portera sur son dos pendant toute l'après-midi. Mais elle n'est pas la seule reine qui rêve de gagner le titre. Les vaches qui - au niveau du poids - seront plus lourdes que 610 kilos feront partie de cette catégorie. Parmi celles-ci, Feisan de Michele Bionaz, qui en 2009 s'imposa en deuxième catégorie et qui veut absolument faire un "saut de qualité" également au niveau des résultats.
Attention aussi à d'autres vaches qui se sont très bien portées dernièrement : tout d'abord la reine de Pontey, Fleurette de Claudio Berthod de Doues, qui a prouvé dimanche dernier qu'elle a du carachtère. Si elle récupère ses efforts, elle pourra faire du mal. Plus reposée Turin des frères Clos de Jovençan, une vache qui arrive de l'étable de Venise, trois fois reine des reines il y a quelques années. Parmi les reines du printemps, attention à Praga d'Andrea Thérisod d'Introd : elle n'a pas un grand palmarès, mais l'agressivité avec laquelle elle avait gagné à Villeneuve au mois de mai dernier pourrait bien lui servir dimanche prochain aussi.
Mais il y a également les autres catégories, pour lesquelles faire des pronostics est toujours plus difficile. En deuxième catégorie, Rubis de Stefano Pepelin de Jovençan revient d'une année sabbatique, et ça pourrait lui servir : mais elle a déjà fêté seize printemps (une reine donc assez vieille), et le concours de la finale régionale implique aussi une résistance à l'effort de haut niveau. Monella d'Aurelio Crétier, qui fut reine de troisième poids en 2009, arrive dans cette catégorie pour s'arracher le bosquet. Mais la reine de Valgrisenche Tonnèrre de Stefano Mosquet de Brissogne - déjà décorée à la Croix-Noire en 2007 - peut être considérée au même niveau, tout comme sa copine d'étable Bandit, reine à Quart au mois d'avril dernier.
La troisième catégorie, c'est pire encore. La pesée du matin sera le premier obstacle à passer : pour faire partie des poids plumes, il faudra avoir un poids inférieur à 560 kilos.

F.D.

Cobra, de la Maison La Borettaz de Gressan, tentera son troisième succès à la finale régionale

Batailles de Pontey

Avec 366 bovines à Pontey, cette commune a fait parler d'elle pour le concours (le 21ème et dernier pour cette année) des Batailles de Reines détenant le record saisonnier de 101 aspirantes reines en première catégorie, 124 en deuxième et 141 en troisième catégorie ; cette année 72 reines en moins par rapport à l'année dernière ont été présentées.
La vache la plus lourde était Mora, avec ses 768 kilos de Livio Charles de Valgrisenche, battue lors des 32èmes de finale par Bellesse de René Salluard de Saint-Christophe.
Victoire en première catégorie pour Fleurette de Claudio Berthod de Doues, qui a participé à de longs combats, comme par exemple, en finale, contre Maguì de Denis Foudon de Verrayes ; en demi-finale se sont également qualifiées Tonnerre de Loris Diémoz de Quart et Samba de Daniel Berriat de Nus.
S'agissant de la deuxième catégorie, victoire pour Regina de Pierre Béthaz de Gressan, deuxième qualification, contre Quadron d'Enrico Diémoz de Roisan ; enfin se sont qualifiées malgré leur défaite en demi-finale Feisan d'Elio Munier de Charvensod et Birba de Marco De Rosso de Châtillon.
Sauvage de Carlo Porliod d'Aoste a remporté le bosquet pour les poids plumes en éliminant en finale Varenne de Delio Viérin de Gignod, avec à la troisième place Regina d'Agostino Jordan de Valpelline et Rubis de la société Lo Soleil de Quart.
Se sont ainsi assurés la qualification 130 éleveurs de 46 communes avec 213 finalistes, et une vingtaine ont déjà annoncé qui ne seront pas présentes à cause du règlement qui prévoit que les vaches doivent être en gestation depuis au moins 4 mois.
Parmi les éleveurs, la société La Borettaz de Gressan conclut avec 10 finalistes (7 seulement seront présentes), devant les frères Quendoz de Jovençan avec 8 (dont une qui appartient à présent à Margherettaz-Rollin de Quart), suivent Aurelio Crétier de St-Christophe avec 6 et Michele Bionaz avec 5.
Parmi les communes, Gressan est encore en tête du classement avec 22 finalistes (2 de plus que l'année dernière, 6 en moins que 2001), devant Quart avec 13, Pollein avec 12, Brissogne, Saint-Christophe, Saint-Marcel et Jovençan avec 11.

En haut, de gauche à droite, les reines de deuxième et troisième catégorie, Regina de Pierre Béthaz de Gressan et Sauvage de Carlo Porliod d'Aoste. A côté, Fleurette de Claudio Berthod de Doues, reine du premier poids dimanche dernier à Pontey

Le coin du dialogue

Salvatore Agostino

Il ne se passe pas une journée sans que nous entendions parler de scandales politiques au niveau national et je dois avouer que cette situation commence à me lasser. Nous sommes depuis des années au sein d'une crise qui semble ne pas passer – et les faits de ces derniers jours à Rome et dans le monde le confirment – et les hommes politiques italiens, au lieu de travailler ensemble pour trouver des solutions partagées afin de nous sortir de ce mauvais pas, continuent inlassablement de se chamailler comme le feraient nos enfants dans une cour de récréation.

Oui, sauf que l'Italie n'est pas une cour de récréation mais un pays où vivent soixante et un millions de citoyens qui attendent des réponses concrètes aux problèmes qui les frappent depuis maintenant trop longtemps.

Est-il possible qu'il n'y ait plus aucune dignité politique dans ce pays? Les gens qui nous dirigent à Rome ne voient-ils pas l'état d'urgence dans lequel les familles italiennes se trouvent? Quelles réponses donnent-ils aux personnes qui recherchent un emploi? Que font-ils pour relancer l'économie du pays? J'en ai assez de lire, chaque jour lorsque j'ouvre les quotidiens nationaux, les scandales de l'un ou l'autre homme politique national – qu'il soit de la majorité ou de l'opposition – qui ne font que décrédibiliser la classe politique.

Comment ose-t-on encore s'étonner du taux d'abstention lors d'élections? Comment ose-t-on encore se demander pourquoi les citoyens se désaffectionnent de la politique? Arrêtons cette hypocrisie! Il est temps que les hommes politiques se remettent en question. Il est temps que les hommes politiques fassent leur *mea culpa*, leur *mea maxima culpa* aurais-je envie de dire.

Ces scandales nationaux ont également des répercussions négatives sur les politiques locaux car la tendance est de mettre tout le monde dans le même panier. Heureusement, en Vallée d'Aoste les choses sont bien différentes. Nous, administrateurs locaux, ne sommes pas déconnectés de la réalité comme l'est la plupart des politiques nationaux. Notre modèle de démocratie de proximité fonctionne très bien. Dans quelle région un citoyen peut-il rencontrer le Président de la Région, un Assesseur ou un Conseiller régional chaque semaine? Chez nous, en Vallée d'Aoste! Cette démocratie de proximité nous permet de rester au contact de la population, d'écouter les besoins des citoyens, les problèmes des gens et de leur donner des réponses le plus rapidement possible.

En Vallée d'Aoste la politique se fait encore avec passion et dévouement et c'est d'ailleurs pour cela que nous n'avons pas peur d'affronter la question des coûts de la politique, comme vous avez pu le lire ces derniers jours. Le temps est venu de diminuer la rémunération des Conseillers régionaux même si elle était l'une des moins élevées du panorama national, de mettre fin à certains avantages. Des avantages qui n'ont pas lieu d'être, qui ne sont – à juste titre – pas compris par les citoyens. Cela ne nous fera pas faire de grandes économies mais il est important de donner un signal positif à la population qui doit faire des sacrifices tous les jours.

Nous, administrateurs de la Vallée d'Aoste, n'avons rien à voir avec les hommes politiques qui se trouvent à Rome et qui ne se rendent pas compte que nous nous trouvons dans une situation de laquelle, sans une réponse rapide et partagée, nous aurons énormément de mal à sortir. Je ne peux souhaiter qu'une chose: que le bon sens revienne rapidement à la tête de l'Etat, sans quoi nous irons droit dans le mur!

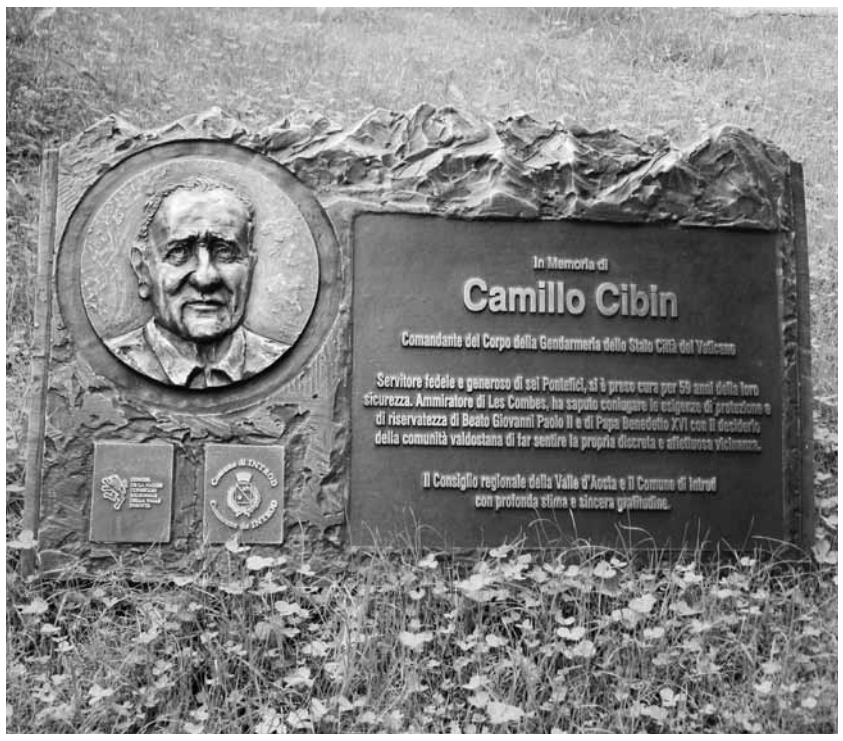
En ce qui concerne notre petite Patrie, soyez certains que l'Union Valdôtaine est là, bien présente avec ses administrateurs, ses élus, à votre écoute afin de comprendre vos besoins, vos nécessités, vos problèmes et d'y apporter une réponse adéquate dans la mesure du possible. Nous sommes là pour vous!

Inauguration dimanche 16 octobre à Introd

Plaque commémorative en l'honneur de Camillo Cibin

Dimanche dernier 16 octobre 2011, à Les Combes d'Introd, a eu lieu la cérémonie d'inauguration de la plaque commémorative en l'honneur de Camillo Cibin, Commandant du Corps de la Gendarmerie de l'Etat Ville du Vatican. Il s'agit là d'une date particulière puisqu'elle rappelle l'élection à Souverain Pontife de Saint-Jean-Paul II.

Après la célébration de la sainte Messe par le grand vicaire de la Diocèse d'Aoste Don Franco Lovignana, la plaque en la mémoire du Commandant Cibin a été inaugurée dans le jardin de la petite église, sur laquelle on peut lire: «Servitore fedele e generoso di sei Pontefici, si è preso cura per 59 anni della loro sicurezza. Ammiratore di Les Combes, ha saputo coniugare le esigenze di protezione e di riservatezza di Beato Giovanni Paolo II e di Papa Benedetto XVI con il desiderio della comunità valdostana di far sentire la propria discreta e affettuosa vicinanza. Il Consiglio regionale della Valle d'Aosta e il Comune di Introd con profonda stima e sincera gratitudine.»



«Le mot qui représente le mieux son patrimoine moral est la fidélité – a affirmé le Président du Conseil de la Vallée, Alberto Cerise – *qui comprend une série de valeurs, de renonciations. Fidélité à la famille, à l'Eglise, entendue comme donation absolue à la cause, à la parole donnée et à ses hommes qu'il considérait un énorme capital humain au service du Pape et de l'Eglise. Ce fut un homme d'une grande humanité: il y a des personnes comme Cibin qui ne meurent jamais et son nom restera dans l'histoire de l'Eglise et dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu et apprécié.»*

Le Syndic d'Introd, Vittorio Anglesio, après avoir reparcouru les étapes de la carrière du Commandant Cibin, a souligné que *«le Commandant Cibin était une personne dotée d'une grande humanité et d'une grande cordialité, toutes les deux cachées derrière son rôle de Commandant.»*

Il a ensuite lu une note envoyée pour l'occasion par l'Archevêque de Cracovie, le Cardinal Stanislao Dziwisz, dans laquelle on peut lire: *«Le Commandeur Cibin a toujours accompli son délicat et engageant service avec une grande et fort appréciée discrétion. Il a servi l'Eglise et le Pape avec grande abnégation et son souvenir veut aussi être une reconnaissance à l'homme et au témoin fidèle de son identité chrétienne.»*

Né à Salgareda le 5 juin 1926 et mort à Rome le 25 octobre 2009, Camillo Cibin a servi pendant 59 ans, et sous six Papes (Pie XII, Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul I, Jean-Paul II et Benoît XVI), l'institution assurant la sécurité du Saint Père et du Saint Siège. Il est entré en service effectif dans le Corps de la Gendarmerie Pontificale le 1er mai 1947 comme simple gendarme et en 1971 en est devenu le responsable en commandant la Gendarmerie de l'Etat Ville du Vatican jusqu'au 3 juin 2006.

Le Commandant Cibin était présent place Saint-Pierre le 13 mai 1981 quant Ali Agça attenta à la vie de Jean-Paul II. Au cours de ce moment dramatique, il se lança par delà les barrières pour arrêter le criminel, alors que la voiture avec le Pape gravement blessé se dirigeait vers l'infirmerie interne pour le transfert en ambulance. Ce fut toujours lui qui fut l'acteur principal d'un autre épisode lorsqu'un prêtre fanatique, armé d'un couteau, attenta à la vie du Pape durant sa visite à Fatima en 1982.

Il a accompagné les Saints Pères dans 115 voyages internationaux: 9 avec Paul VI, 104 avec Jean-Paul II et 2 avec Benoît XVI. Il a suivi le Pape dans 148 voyages en Italie: 146 avec Jean-Paul II et 2 avec avec Benoît XVI. Il a reçu les plus hautes reconnaissances pontificales et a veillé sur les séjours estivaux à Les Combes de Saint-Jean-Paul II et du Pape Benoît XVI.

Mario Calabresi et les défis de l'information

«Le défi de l'information: les perspectives de la communication dans l'ère de la globalisation» est le thème qui fut analysé au cours de la soirée du mardi 11 octobre 2011 par l'un des protagonistes du monde de l'information, Mario Calabresi, directeur du quotidien La Stampa, invité par le Conseil de la Vallée dans le cadre d'un cycle de conférences dédié aux thèmes de grande actualité.

C'est le Président de l'Assemblée régionale, Alberto Cerise, qui a introduit la rencontre: «*Il y a une belle lutte en temps de globalisation entre une information globale et une information locale, ou bien veut-on le bombardement d'une série d'informations continue à côté d'une information moins pressante et plus tranquille. Le Conseil de la Vallée a voulu promouvoir cette initiative pour écouter de la part d'un interlocuteur privilégié, comme l'est le directeur de La Stampa, comment lui perçoit ce type de réalité, au fond pour comprendre comment atteindre le citoyen et comme l'atteindre à travers une communication simple, immédiate, honnête et claire.*»

Dans le monde de la globalisation, pour Mario Calabresi, il y a deux types d'information avec lesquels les journaux doivent se confronter. L'information globale où le citoyen veut voir se qui se passe à chaque coin du monde, à côté d'une information hyperlocale, construite autour de la Région, de la ville ou même du quartier d'appartenance. Et ce sont précisément les quotidiens enracinés sur le territoire qui vivent le plus facilement parce que le citoyen a besoin de savoir ce qui se passe chez lui.